



Les vœux de la direction de France 3 Rhône-Alpes **à Laurent Wauquiez**

Pas touche à Laurent Wauquiez. C'est la bonne résolution prise par la direction et la rédaction en chef de France 3 Rhône-Alpes. Sa cible : une série de reportages sur le bilan de Laurent Wauquiez à la tête de l'exécutif régional. Des reportages pourtant validés et dont les trois premiers numéros ont été diffusés. Mais l'invitation du président de la région Auvergne-Rhône-Alpes dans l'émission Dimanche en Politique a, semble-t-il, changé la perception des reportages jugés brusquement « déséquilibrés ». En coulisse, plusieurs coups de téléphone ont été échangés entre Laurent Wauquiez et le rédacteur en chef et le directeur régional, ce que ces derniers n'ont pas nié.

Si la rédaction en chef souhaitait que des changements soient opérés dans les sujets, pourquoi ne pas avoir exercé son contrôle éditorial pendant la fabrication, au montage ? Il y a là un grave dysfonctionnement.

Résultat : une diffusion interrompue puis finalement reprogrammée pour les deux derniers numéros. La colère exprimée par les journalistes de la rédaction et un large traitement médiatique de ce qu'il faut bien appeler un début de censure n'y est sans doute pas pour rien.

Au final, le tapis déroulé au président de la région est large : un sujet sur le bilan budgétaire trappé, une émission enregistrée sans « accroc » et même un droit de réponse de 3 minutes qui sera diffusé dans les journaux du week-end !

Mais que de dégâts pour l'antenne de France 3 Rhône-Alpes : le travail de toute une équipe bafoué, une image écornée et une crédibilité très entachée pour la rédaction et au-delà, tous les personnels de France 3 Rhône-Alpes.

Un an après la réorganisation du réseau régional de France 3, calquée désormais sur les régions administratives et politiques, il y a de quoi s'inquiéter pour l'indépendance du service public de télévision. Alors même que l'on parle d'un retour à l'ORTF en région avec la possible fusion du réseau France 3 avec celui de Radio France.

Le SNJ, la CGT et la CFDT rappellent que les journalistes ont un besoin impératif d'être protégés des pressions extérieures pour exercer leur mission d'informer. Ce rôle de protection incombe à la rédaction en chef et à la direction. Toutes deux se sont discréditées et ne méritent plus notre confiance.

Paris, le 12 janvier 2018